



Mission régionale d'autorité environnementale
Grand Est

**Avis sur le projet d'élaboration du Plan local d'urbanisme (PLU)
de la commune de Bréhain-la-Ville (54),
porté par la communauté de communes Cœur du Pays Haut**

n°MRAe 2023AGE82

Préambule relatif à l'élaboration de l'avis

Pour tous les plans, programmes ou schémas soumis à évaluation environnementale ou à étude d'impact, une « autorité environnementale » désignée par la réglementation doit donner son avis et le mettre à disposition du maître d'ouvrage et du public.

En application du décret n° 2016-519 du 28 avril 2016, modifiant l'article R.104-21 du code de l'urbanisme, l'autorité environnementale est, dans le cas présent, la Mission régionale d'autorité environnementale¹ (MRAe) Grand Est, de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable (IGEDD).

La MRAe a été saisie pour avis par la communauté de communes Cœur du Pays Haut, compétente en la matière, pour l'élaboration du Plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Bréhain-la-Ville (54). Le dossier ayant été reçu complet, il en a été accusé réception le 10 octobre 2023. Conformément à l'article R.104-25 du code de l'urbanisme, l'avis sur l'évaluation environnementale et le projet de document doit être fourni dans les trois mois suivant la date de sa saisine.

Selon les dispositions de l'article R.104-24 du même code, la MRAe a consulté l'Agence régionale de santé (ARS) et la Direction départementale des territoires (DDT) de la Meurthe-et-Moselle (54).

Par délégation de la MRAe, son président a rendu l'avis qui suit, dans lequel les recommandations sont portées en italique gras pour en faciliter la lecture.

Il est rappelé ici que cet avis ne porte pas sur l'opportunité du plan ou du document mais sur la qualité de l'évaluation environnementale présentée par le maître d'ouvrage et sur la prise en compte de l'environnement par le plan ou document. Il vise à permettre d'améliorer la conception du plan ou du document, et la participation du public à l'élaboration des décisions qui portent sur celui-ci. Les observations et propositions recueillies au cours de la mise à disposition du public sont prises en considération par l'autorité compétente pour adopter le plan, schéma, programme ou document (article L. 104-7 du code de l'urbanisme).

Note : les illustrations du présent document sont extraites du dossier d'enquête publique ou proviennent de la base de données de la DREAL Grand Est.

1 Désignée ci-après par l'Autorité environnementale (Ae).

A – SYNTHÈSE DE L'AVIS

Bréhain-la-Ville est une commune de la Meurthe-et-Moselle de 420 habitants en 2018 (438 habitants en 2020) qui fait partie de la communauté de communes Cœur du Pays Haut (25 communes – 23 185 habitants). Elle appartient au périmètre du Schéma de cohérence territoriale (SCoT) Nord Meurthe-et-Moselle. Elle est également concernée par un Plan de prévention des risques miniers (PPRm). Les principaux enjeux du projet de Plan local d'urbanisme (PLU) de Bréhain-la-Ville, relevés par l'Ae sont la consommation d'espaces, la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers, la prévention du risque d'affaissement minier, la gestion de la ressource en eau, le climat, l'air et l'énergie.

Les objectifs du projet de PLU de Bréhain-la-Ville sont notamment de prendre en compte le PPRm² en vigueur, les zones humides identifiées dans le SAGE³ du bassin ferrifère, ainsi que le projet de liaison routière vers la route nationale RN52 (puis vers l'autoroute A30), et de conforter l'implantation d'éoliennes. Le projet de PLU vise une croissance démographique pour atteindre environ 500 habitants d'ici à 2035 (soit 75 habitants supplémentaires par rapport à 2018) et estime alors un besoin d'environ 47 logements nouveaux à produire. Une partie des logements (25) est prévue d'être produite par renouvellement urbain et par densification et l'autre partie (22) est prévue sur une surface d'extension de 1,5 ha. L'Ae observe que l'objectif de la Loi Climat et Résilience de division par 2 de la consommation foncière à l'horizon 2031 ne sera pas respecté, ni même celui permis par la loi du 20 juillet 2023 visant à faciliter la mise en œuvre des objectifs de lutte contre l'artificialisation des sols, de surface minimale garantie de consommation de 1 ha pour la période 2021-2031.

L'Ae recommande à la collectivité de respecter dès à présent la baisse minimale de – 50 % de la consommation foncière pour la période 2021-2031 par rapport à la période 2011-2021, par application anticipée de la loi Climat et Résilience - ou au maximum de respecter le plafond de 1 ha garanti par la loi du 20 juillet 2023 pour la période 2021-2031 - et donc de revoir à la baisse la superficie du secteur 1AU.

L'évaluation des incidences de la zone d'extension urbaine (1AU) sur les prairies est insuffisante, car elle ne repose pas sur un inventaire faune-flore.

Par ailleurs, le PLU classe un secteur Ae en zone agricole, correspondant *a priori* en partie à un projet de route départementale qui avait fait l'objet d'une décision préfectorale de soumission à évaluation environnementale en date du 20 octobre 2017⁴ à la suite d'un examen au cas par cas. L'Ae regrette l'absence d'une présentation de ce projet et de ses incidences sur l'environnement, dans le rapport de présentation du PLU.

L'Autorité environnementale recommande principalement à la collectivité de :

- ***évaluer les incidences de la zone 1AU sur les prairies, sur la base d'un inventaire faune-flore, en déroulant la séquence Éviter-Réduire-Compenser (ERC⁵) ;***
- ***compléter le rapport par une présentation du projet de liaison routière vers la RN52 et de ses incidences sur l'environnement.***

Les autres recommandations figurent dans l'avis détaillé.

2 La loi du 30 mars 1999 instaure les Plans de Prévention des Risques Miniers consécutifs aux dommages liés à l'exploitation minière. Ils sont élaborés conformément au L.174-5 du code minier et dans les conditions prévues au L.562-1 à 562-7 du code de l'environnement. Le PPRm permet de définir les conditions de construction, d'occupation et d'utilisation des sols ainsi que les mesures relatives à l'aménagement, à l'utilisation ou à l'exploitation des biens existants. Leur objectif principal est d'assurer la sécurité des personnes, tout en permettant une vie locale acceptable et en limitant les risques pour les biens.

3 Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux.

4 https://www.grand-est.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/54_tiercelet_brehain-la-ville_liaison-routiere_f04417p0142_decision_signee-2.pdf

5 La séquence « éviter, réduire, compenser » est codifiée à l'article L.110-1 II du code de l'environnement. Elle implique d'éviter les atteintes à la biodiversité et aux services qu'elle fournit ; à défaut, d'en réduire la portée ; et enfin, en dernier lieu, de compenser les atteintes qui n'ont pu être évitées ni réduites, en tenant compte des espèces, des habitats naturels et des fonctions écologiques affectées ; Ce principe doit viser un objectif d'absence de perte nette de biodiversité, voire tendre vers un gain de biodiversité. Elle est traduite dans l'article R.151-3, 5° du code de l'urbanisme pour les PLU, PLUi.

La MRAe attire l'attention des porteurs de projet sur :

- la loi n°2021-1104 du 22 août 2021, portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets (Loi Climat et Résilience) ;
- le SRADDET⁶ de la région Grand Est ;
- la stratégie nationale bas carbone (SNBC) ;
- le document qu'elle a publié sur son site internet, qu'elle complète et actualise régulièrement (« les points de vue de la MRAe Grand Est⁷ ») et qui précise ses attentes sur différentes thématiques environnementales pour l'évaluation des plans-programmes et des projets.

La loi Climat et Résilience ancre les préoccupations environnementales dans la société française : dans les services publics, l'éducation, l'urbanisme, les déplacements, les modes de consommation, la justice.

Le SRADDET, document de planification régionale, a été approuvé le 24 janvier 2020 par le préfet de région après son adoption par le Conseil régional. Il regroupe et orchestre les enjeux et objectifs poursuivis par des schémas thématiques pré-existants (SRADDT⁸, SRCAE⁹, SRCE¹⁰, SRIT¹¹, SRI¹², PRPGD¹³).

Les autres documents de planification : SCoT¹⁴ (PLU(i)¹⁵ ou CC¹⁶ à défaut de SCoT), PDU¹⁷, PCAET¹⁸, charte de PNR¹⁹, doivent se mettre en compatibilité à leur première révision.

Un PLU(i) ou une CC faisant partie d'un SCoT devra en cascade se mettre en compatibilité avec celui-ci dans un délai d'un an ou de 3 ans si cette mise en compatibilité implique une procédure de révision du PLU(i) (Article L.131-6 du code de l'urbanisme).

Lors de l'examen des projets qui lui sont présentés, la MRAe invite systématiquement les porteurs de projet à prendre en compte dès à présent les règles du SRADDET, ceci dans la recherche d'une gestion optimale de l'environnement à laquelle les documents qui lui sont présentés pour avis, affirment être attachés.

Par ailleurs, la France s'est dotée d'une stratégie nationale bas carbone (SNBC) en 2015 fixant pour objectif la division par quatre des émissions de gaz à effet de serre (GES) à l'horizon 2050.

La SNBC révisée et approuvée le 21 avril 2020 a pour but de respecter les termes de l'Accord de Paris signé lors de la COP21, avec l'objectif d'aboutir à une neutralité carbone dès 2050.

Aussi, la MRAe examinera la façon dont les projets qui lui sont soumis, contribuent à la réalisation de cet objectif fondamental pour les générations à venir.

6 Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires.

7 <http://www.mrae.developpement-durable.gouv.fr/les-points-de-vue-de-la-mrae-grand-est-a595.html>

8 Schéma régional d'aménagement et de développement durable du territoire.

9 Schéma régional climat air énergie.

10 Schéma régional de cohérence écologique.

11 Schéma régional des infrastructures et des transports.

12 Schéma régional de l'intermodalité.

13 Plan régional de prévention et de gestion des déchets.

14 Schéma de cohérence territoriale.

15 Plan local d'urbanisme (intercommunal).

16 Carte communale.

17 Plan de déplacements urbains.

18 Les plans climat-air-énergie territoriaux sont obligatoires pour l'ensemble des intercommunalités de plus de 20 000 habitants depuis le 1er janvier 2019 et, depuis 2017, pour les intercommunalités de plus de 50 000 habitants.

19 Parc naturel régional.

B – AVIS DÉTAILLÉ

1. Contexte et présentation générale du projet

1.1. La collectivité

Bréhain-la-Ville est une commune de 420 habitants en 2018 (438 habitants en 2020)²⁰ située dans le nord du département de la Meurthe-et-Moselle. Elle fait partie de la communauté de communes Cœur du Pays Haut (25 communes – 23 185 habitants). Située à 20 km de Thionville et à 7 km de la frontière luxembourgeoise, elle est traversée par la route nationale RN52 qui permet de relier Longwy à Metz. Le ban communal de Bréhain-la-Ville comprend un hameau dénommé Bréhain-la-Cour.

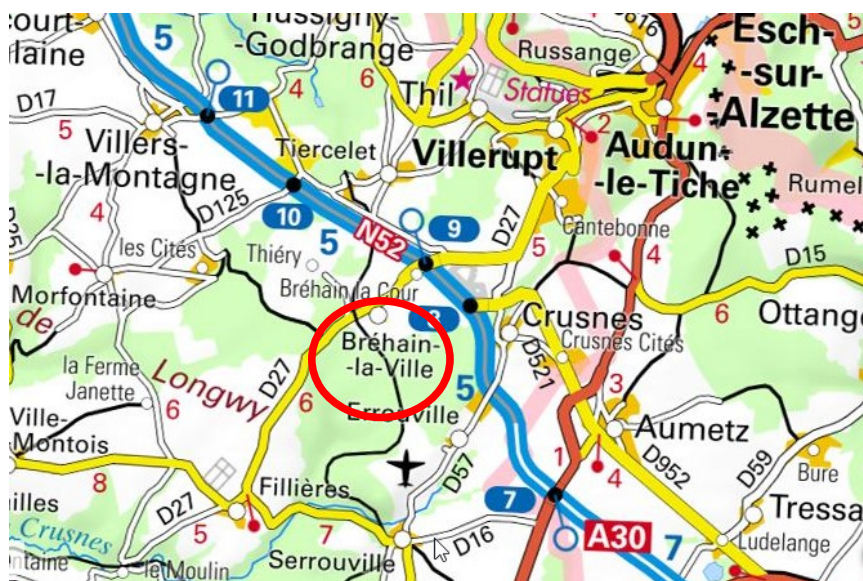


Figure n°1 : Plan de situation (Géoportail)



Figure n°2 : vue aérienne

20 Données INSEE 2020.

1.2. Le projet de territoire

La commune de Bréhain-la-Ville a prescrit la révision de son Plan d'occupation des sols (POS) en Plan local d'urbanisme (PLU) le 6 novembre 2015. Le POS étant devenu caduc en 2017, Bréhain-la-Ville n'est depuis plus couverte par un document d'urbanisme et relève ainsi, pour le moment, du Règlement national d'urbanisme (RNU).

L'élaboration du PLU de la commune de Bréhain-la-Ville avait fait l'objet d'une décision de non soumission à évaluation environnementale en date du 30 janvier 2020²¹ à la suite d'un examen au cas par cas. L'Ae précise que l'évaluation environnementale des PLU est devenue systématique depuis la parution du décret n° 2021-1345 du 13 octobre 2021 portant modification des dispositions relatives à l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme et des unités touristiques.

Les objectifs du projet de PLU de Bréhain-la-Ville sont notamment de prendre en compte le PPRm²² en vigueur, les zones humides identifiées dans le SAGE²³ du bassin ferrifère, ainsi que le projet de liaison routière vers la route nationale RN52, et de conforter l'implantation d'éoliennes.

La commune compte atteindre environ 500 habitants d'ici à 2035 (soit 75 habitants supplémentaires par rapport à 2018) et estime alors un besoin d'environ 47 logements nouveaux à produire. Une partie des logements (25) est prévue d'être produite par renouvellement urbain et par densification et l'autre partie (22) est prévue sur une surface d'extension de 1,5 hectares (ha).

Les principaux enjeux environnementaux identifiés par l'Autorité environnementale sont :

- la consommation d'espaces et l'artificialisation des sols ;
- la préservation des milieux naturels, agricoles et forestiers ;
- la prévention du risque d'affaissement minier ;
- la gestion de la ressource en eau ;
- le climat, l'air et l'énergie.

2. Articulation avec les documents de planification de rang supérieur

2.1. L'articulation avec les documents de planification de rang supérieur

Bréhain-la-Ville fait partie du périmètre du Schéma de cohérence territoriale Nord Meurthe-et-Moselle (SCoT Nord 54).

Le SCoT Nord 54 a prévu une répartition des logements, par commune, au sein des communes du pôle village de l'EPCI du Pays Audunois (ayant été intégré au périmètre de la communauté de communes Cœur du Pays Haut).

Ainsi, sur Bréhain-la-Ville, 32 nouveaux logements sont autorisés par le SCoT Nord 54 sur la période 2015-2035 répartis de la façon suivante :

- 12 nouveaux logements sur la période 2015-2021 ;
- 20 nouveaux logements sur la période 2021-2035.

21 <https://www.mrae.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/2020dkge27.pdf>

22 La loi du 30 mars 1999 instaure les Plans de Prévention des Risques Miniers consécutifs aux dommages liés à l'exploitation minière. Ils sont élaborés conformément au L.174-5 du code minier et dans les conditions prévues au L.562-1 à 562-7 du code de l'environnement. Le PPRm permet de définir les conditions de construction, d'occupation et d'utilisation des sols ainsi que les mesures relatives à l'aménagement, à l'utilisation ou à l'exploitation des biens existants. Leur objectif principal est d'assurer la sécurité des personnes, tout en permettant une vie locale acceptable et en limitant les risques pour les biens.

23 Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux

Selon le dossier, une délibération du conseil communautaire de Cœur du Pays Haut, du 31 mars 2021, a approuvé une nouvelle répartition du potentiel de logements dévolu par le SCoT Nord 54 au sein des villages de l'ex-communauté de communes du Pays Audunois. Le dossier fait état de 63 logements alloués à Bréhain-la-Ville dont 40 sont donnés par Errouville et 25 par Serrouville.

Cette nouvelle répartition est justifiée notamment par la forte dépendance de Bréhain-la-Ville vis-à-vis des dynamiques transfrontalières, induisant une pression foncière sur la commune.

L'évaluation environnementale présente de manière satisfaisante l'articulation du projet de PLU avec le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) Rhin Meuse 2022-2027. Elle expose l'ensemble des orientations du SDAGE et les principales mesures du projet de PLU permettant de les prendre en compte.

2.2. La prise en compte du Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) du Grand Est

Le rapport environnemental se contente de mentionner brièvement les 5 chapitres du SRADDET et leur prise en compte dans le PLU. Il convient de décliner l'ensemble des règles du SRADDET, notamment la règle n°16 relative aux objectifs de sobriété foncière. Pour rappel, l'objectif régional est de réduire la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers (ENAF) de 50 % d'ici 2030 et de 75 % d'ici 2050 par rapport à une période de référence de 10 ans définie par la collectivité.

L'Ae précise que le SRADDET est en cours de modification pour intégrer notamment la Loi Climat et Résilience d'août 2021 (au plus tard en 2024). Celle-ci impose également une division par 2 du rythme de consommation d'ENAF sur la période 2021-2031 par rapport aux 10 années précédant la promulgation de la loi et introduit la trajectoire zéro artificialisation nette (ZAN) à l'horizon 2050.

L'Ae indique enfin que la loi du 20 juillet 2023 visant à faciliter la mise en œuvre des objectifs de lutte contre l'artificialisation des sols, fixe un objectif de surface minimale garantie de consommation de 1 ha pour la période 2021-2031.

Conformément aux dispositions de l'article L.151-4 du code de l'urbanisme, le rapport de présentation analyse la consommation foncière sur la période 2011-2021. Selon le dossier, la consommation d'ENAF entre 2011 et 2021 porte sur 10,61 ha sur la commune de Bréhain-la-Ville, dont 2,8 ha à usage d'habitation, 7,56 ha pour l'unité de méthanisation et 0,77 ha pour les équipements et infrastructures collectives.

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) affiche une réduction de 85 % de la surface consommée ces 10 dernières années. Le rapport de présentation précise cet objectif ainsi : « *diminution de 85 % de la consommation de l'espace passée (2011-2021) qui était de 10 ha* ». Il indique par ailleurs que le PADD fixe un objectif chiffré de réduction de la consommation d'ENAF de 73 % par rapport à la période de référence 2010/2019. Or, ce pourcentage n'apparaît pas dans le PADD. Il convient de clarifier ce point.

L'Ae renvoie le pétitionnaire au portail de l'artificialisation²⁴ mis en place par le Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires, qui fait apparaître seulement 2 ha de consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers entre 2011 et 2021 sur la commune de Bréhain-la-Ville. Sur cette base, une consommation maximale de 50 % de 2 ha, soit 1 ha, est autorisée à l'horizon 2031 sur la commune de Bréhain-la-Ville, en application de la Loi Climat et Résilience. L'Ae observe que les objectifs de la Loi Climat et Résilience de division par 2 de la consommation foncière à l'horizon 2031 ne seront donc pas respectés et que les 1,5 ha prévu dépasse le plafond d'1 ha garanti par la loi du 20 juillet 2023. Elle s'interroge en particulier sur la prise en compte de la totalité de la surface du secteur dédié à l'unité de méthanisation dans le calcul de la consommation d'ENAF passée.

24 <https://artificialisation.developpement-durable.gouv.fr>

L'Ae recommande à la collectivité de respecter dès à présent la baisse minimale de – 50 % de la consommation foncière pour la période 2021-2031 par rapport à la période 2011-2021, par application anticipée de la Loi Climat et Résilience - ou au maximum de respecter le plafond de 1 ha garanti par la loi du 20 juillet 2023 pour la période 2021-2031 - et donc de revoir à la baisse la superficie du secteur 1AU.

3. Analyse par thématiques environnementales de la prise en compte de l'environnement

3.1. La consommation d'espace et la préservation des sols

3.1.1. L'habitat

Selon le dossier, la commune de Bréhain-la-Ville comptait 420 habitants en janvier 2018. Selon les chiffres INSEE, elle comptait 438 habitants en 2020.

Depuis 1990, le rythme de croissance de la population de la commune est soutenu. Ainsi, entre 2014 et 2020, Bréhain-la-Ville a gagné environ 87 habitants avec une variation annuelle moyenne de la population de 3,8 %. C'est principalement le solde migratoire positif (3 %/an) qui explique la hausse démographique²⁵.

Le PLU projette un scénario démographique de croissance de + 75 habitants à l'horizon 2035, pour atteindre environ 500 habitants.

Par ailleurs, la taille des ménages de Bréhain-la-Ville est de 2,52 personnes par logement en 2020, soit une baisse de 0,15 point par rapport à 2009. La commune projette la poursuite du desserrement des ménages avec une baisse de 0,2 point d'ici à 2035 pour atteindre 2,3 personnes par logement.

Elle estime alors un besoin d'environ 47 logements nouveaux à produire, dont 14 pour répondre au desserrement des ménages. Une partie des logements (25) est prévue d'être produite par renouvellement urbain et par densification et l'autre partie (22) est prévue sur une surface d'extension de 1,5 hectares (ha), dans le prolongement du dernier lotissement. Pour l'extension urbaine, il est appliqué une densité minimale de 15 logements/ha, conformément au SCoT Nord 54.

La vacance représentant 6 % du parc de logements, la commune ne prévoit pas de mobiliser de logements vacants. L'ensemble des dents creuses (6 espaces interstitiels) n'est pas mobilisable car concerné par le PPRm.

L'Ae recommande de revoir à la baisse le nombre de logements à produire en extension urbaine, correspondant à la baisse minimale de – 50 % de la consommation foncière pour la période 2021-2031 par rapport à la période 2011-2021, ou au maximum au plafond de 1 ha garanti par la loi du 20 juillet 2023 pour la période 2021-2031.

3.1.2. Les activités, équipements et services (sport, culture, tourisme, loisirs...)

La commune de Bréhain-la-Ville ne dispose pas de zone spécifique dédiée aux activités économiques, hormis l'unité de méthanisation (7,56 ha), et il n'est pas envisagé d'en créer.

Le PLU identifie 2 STECAL²⁶ en zone naturelle :

- secteur Nj correspondant aux secteurs de vergers et de jardins localisés à l'arrière de

²⁵ Données INSEE.

²⁶ Secteur de taille et capacité d'accueil limitée. Ils sont délimités au sein des zones inconstructibles de PLU (zone A ou N) et des constructions et installations peuvent y être édifiés de manière dérogatoire (code de l'urbanisme, art. L.151-13).

la mairie, dont la superficie représente 2,12 ha sur un seul secteur et où sont autorisés les abris de jardins ;

- secteur Nf correspondant à 2 secteurs de forêts autorisant les abris de chasse sur une superficie de 1,23 ha.

L'Ae n'a pas de remarque sur ces points.

3.2. Les espaces naturels et agricoles, habitats et biodiversité, continuités écologiques

La commune de Bréhain-la-Ville présente une majorité d'espaces agricoles (près de 60 %) mais aussi des boisements (33 %), ainsi que des vergers à l'arrière des maisons et au cœur du village.

3.2.1. Les zones naturelles

Les espaces naturels remarquables

Le site Natura 2000²⁷ le plus proche se situe à 22 km au Sud-Ouest du ban communal. Il s'agit de la Zone de protection spéciale (ZPS) « Forêts et zones humides du pays de Spincourt ». L'évaluation environnementale conclut à l'absence d'incidence négative compte tenu de son éloignement, ce que partage l'Ae.

La ZNIEFF²⁸ de type 2 « Vallée de la Chiers et de la Crusnes » couvre une grande partie du ban communal, principalement les secteurs boisés de la commune. Aucun aménagement n'est prévu au sein de cette ZNIEFF qui est inscrite en zone naturelle. Les incidences du PLU sur cette ZNIEFF et les espèces déterminantes sont jugées nulles, ce que partage l'Ae.

La zone humide du SAGE sur Bréhain-la-Cour est inscrite en secteur Nzhp inconstructible.

Le corridor le long de l'ancienne voie ferrée est en zone naturelle N, le bosquet du Bois le Kleiss et la végétation en bord de voie ferrée sont classés comme Élément remarquable du paysage au titre de l'article L.151-19 du Code de l'Urbanisme²⁹.

Les boisements sont classés en zone naturelle N. L'Ae rappelle que les PLU peuvent recourir à des outils de protection adaptés tels que la protection au titre des Espaces boisés classés (EBC)³⁰ pour mieux préserver les milieux forestiers.

La trame verte et bleue(TVB)³¹ et la nature ordinaire

Aucun réservoir de biodiversité n'est recensé sur la commune de Bréhain-la-Ville. *A contrario*,

27 Les sites Natura 2000 constituent un réseau européen en application de la directive 79/409/CEE « Oiseaux » et de la directive 92/43/CEE « Habitats faune flore », garantissant l'état de conservation favorable des habitats et espèces d'intérêt communautaire. Les sites inventoriés au titre de la directive « habitats » sont des sites d'intérêt communautaire (SIC) ou des zones spéciales de conservation (ZSC), ceux qui le sont au titre de la directive « oiseaux » sont des zones de protection spéciale (ZPS).

28 L'inventaire des Zones Naturelles d'Intérêt Écologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF) a pour objectif d'identifier et de décrire des secteurs présentant de fortes capacités biologiques et un bon état de conservation. Les ZNIEFF de type 1 sont des secteurs d'une superficie limitée, caractérisés par la présence d'espèces ou de milieux rares remarquables du patrimoine naturel national ou régional. Les ZNIEFF de type 2 sont de grands ensembles naturels riches et peu modifiés ou offrant des potentialités importantes.

29 **Article L 151-19 du Code de l'Urbanisme** : « le règlement peut identifier et localiser les éléments de paysage et identifier, localiser et délimiter les quartiers, îlots, immeubles bâtis ou non bâtis, espaces publics, monuments, sites et secteurs à protéger, à conserver, à mettre en valeur ou à requalifier pour des motifs d'ordre culturel, historique ou architectural et définir, le cas échéant, les prescriptions de nature à assurer leur préservation leur conservation ou leur restauration ».

30 Les plans locaux d'urbanisme peuvent classer comme **espaces boisés classés**, les bois, forêts, parcs à conserver, à protéger ou à créer, qu'ils relèvent ou non du régime forestier, enclos ou non, attenant ou non à des habitations. Ce classement peut s'appliquer également à des arbres isolés, des haies ou réseaux de haies ou des plantations d'alignements. Selon les dispositions de l'article L. 113-2 du code de l'urbanisme, ce classement interdit tout changement d'affectation ou tout mode d'occupation du sol de nature à compromettre la conservation, la protection ou la création des boisements.

et selon le volet SRCE³² du SRADDET, elle est concernée par des corridors d'importance régionale. Il s'agit des boisements au sud-ouest du territoire communal qui sont inclus dans une continuité des milieux forestiers passant également en marge de la commune à l'ouest. Le reste des boisements est considéré comme des zones de forte perméabilité pour la mobilité des espèces animales. Le rapport de présentation indique également que le SCoT identifie un corridor des milieux forestiers, reliant notamment le Bois de Brêtise et le Bois de Rodebrig (situé à Tiercelet, commune limitrophe), puis au sud le Bois Le Moine. Il note également qu'une autre continuité des milieux forestiers passe à l'est par les boisements d'Errouville et le bois de Crusnes.

Le projet de PLU aurait pu davantage décliner la Trame Verte et Bleue (TVB) à l'échelle communale, en y incluant les vergers, les bosquets, les prairies et les haies à protéger au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme³³. L'Ae regrette qu'au-delà du simple constat de disparition des prairies (transformées en cultures) sur le territoire de la commune, aucun outil de protection n'est envisagé pour préserver les prairies encore existantes (3 % du territoire communal selon le dossier).

Le rapport de présentation indique que la parcelle à urbaniser 1AU est en prairie et qu'elle n'est pas susceptible d'accueillir des espèces protégées. Or, aucun inventaire faune-flore ne vient étayer cette affirmation. L'évaluation environnementale est par conséquent insuffisante sur ce point.

L'Ae recommande à la collectivité de protéger les 3 % de prairies existantes et d'évaluer les incidences de la zone 1AU sur les prairies, sur la base d'un inventaire faune-flore, en déroulant la séquence Éviter-Réduire-Compenser (ERC)³⁴.

L'Ae souligne également tout l'intérêt de préserver les prairies pour leur rôle dans la séquestration du carbone, dans la recharge des nappes d'eau souterraine, ou encore d'habitat pour la biodiversité ordinaire.

3.2.2. Les zones agricoles

La surface agricole représente près de 60 % du territoire communal.

La zone agricole A correspond aux secteurs de la commune à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles. Elle comprend un secteur Aa (37,75 ha) inconstructible exceptés pour les constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs et services publics, dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière du terrain sur lequel elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages. Selon le dossier, ce secteur correspond au projet de « *prolongement de la voie Belval – A30* » (ou « *liaison routière vers la RN52* »). Le rapport indique que cette liaison « *est susceptible d'avoir des incidences en matière d'attractivité résiduelle* », sans plus de précision.

L'Ae constate que le secteur Aa correspond en partie à l'aire d'étude du projet de route

31 La **Trame Verte et Bleue (TVB)** est un réseau formé de continuités écologiques terrestres et aquatiques identifiées par les schémas régionaux de cohérence écologique (SRCE) ainsi que par les documents de planification de l'État, des collectivités territoriales et de leurs groupements. Les continuités écologiques constituant la Trame verte et bleue comprennent des réservoirs de biodiversité et des corridors écologiques. La Trame verte et bleue contribue à l'amélioration de l'état de conservation des habitats naturels et des espèces et au bon état écologique des masses d'eau.

32 Schéma Régional de Cohérence Territoriale.

33 **Article L 151-23 du Code de l'Urbanisme** : « *Le règlement peut identifier et localiser les éléments de paysage et délimiter les sites et secteurs à protéger pour des motifs d'ordre écologique, notamment pour la préservation, le maintien ou la remise en état des continuités écologiques et définir, le cas échéant, les prescriptions de nature à assurer leur préservation* ».

34 La séquence « éviter, réduire, compenser » est codifiée à l'article L.110-1 II du code de l'environnement. Elle implique d'éviter les atteintes à la biodiversité et aux services qu'elle fournit ; à défaut, d'en réduire la portée ; et enfin, en dernier lieu, de compenser les atteintes qui n'ont pu être évitées ni réduites, en tenant compte des espèces, des habitats naturels et des fonctions écologiques affectées ; Ce principe doit viser un objectif d'absence de perte nette de biodiversité, voire tendre vers un gain de biodiversité. Elle est traduite dans l'article R.151-3, 5° du code de l'urbanisme pour les PLU, PLUi.

départementale (d'une longueur de 3,1 km) entre la RD26 et la RN52, envisagé sur les territoires des communes de Tiercelet et Bréhain-la-Ville, et qui avait fait l'objet d'une décision préfectorale de soumission à évaluation environnementale en date du 20 octobre 2017³⁵ à la suite d'un examen au cas par cas. Cette décision liste les impacts de ce projet sur le milieu et la santé publique.

L'Ae regrette l'absence d'une présentation de ce projet (tracés examinés, état d'avancement...) et de ses incidences sur l'environnement, dans le rapport de présentation du PLU. Elle s'interroge sur la nécessité d'une éventuelle modification du PLU pour permettre un tel projet dans un secteur classé en zone agricole inconstructible.

L'Ae recommande à la collectivité de compléter le rapport par une présentation du projet de liaison routière vers la RN52 et de ses incidences sur l'environnement et sur l'activité agricole.

3.3. Le risque d'affaissement minier

La zone urbaine U est concernée par un risque d'affaissement minier, identifié dans le Plan de prévention du risque minier. Le PPRm est annexé au PLU. Les secteurs à risques sont représentés sur les documents de règlement graphique par un indice « m ». Dans les zones naturelles et agricoles, ils sont représentés par une trame grisée sur les plans de zonage.

Selon l'Ae, le risque minier est bien pris en compte dans le PLU.

3.4. La gestion de la ressource en eau

La ressource en eau potable

La commune est concernée par les périmètres de protections immédiate, rapprochée et éloignée de 2 sources (source de Sainte-Claire et des Allemands) et de 2 forages (de Bréhain-la-Ville et Loliette de Morfontaine). Ils sont correctement pris en compte par le PLU.

Le système d'assainissement

Il n'existe pas de zonage d'assainissement approuvé sur la commune. Le village de Bréhain-la-Ville est en assainissement collectif. Bréhain-la-Cour est en assainissement autonome. Sur la commune, on compte, au total, 65 logements qui sont en assainissement individuel.

La commune dispose d'une unité de traitement des eaux usées d'une capacité nominale de 660 équivalents-habitants pour une charge entrante de 140 EH. Elle est conforme en équipement et en performance en 2021, selon le portail de l'assainissement collectif³⁶. Cependant, les données 2022 indiquent une non conformité de la station en performance pour 2 des paramètres permettant de mesurer l'efficacité du traitement épuratoire (DCO et DBO5).

L'Ae s'interroge sur la faible charge entrante dans la station de traitement des eaux usées au regard de la population présente sur la commune de Bréhain-la-Ville, sur sa capacité à épurer les eaux usées de la commune et sur la conformité des assainissements non collectifs existants.

L'Ae recommande l'élaboration d'un plan de zonage d'assainissement des eaux usées après la réalisation d'un diagnostic du fonctionnement des systèmes d'assainissement en présence, collectif et non collectif, pour définir un programme de mesures à mettre œuvre pour traiter les non conformités éventuellement constatées et définir, par l'élaboration d'un règlement d'assainissement, les prescriptions techniques qui seront à appliquer pour les constructions nouvelles, qu'elles soient en assainissement collectif ou non collectif.

35 https://www.grand-est.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/54_tiercelet_brehain-la-ville_liaison-routiere_f04417p0142_decision_signee-2.pdf

36 <https://www.assainissement.developpement-durable.gouv.fr/PortailAC/fiche-025409602271>

La gestion des eaux pluviales

Le règlement du PLU stipule que les aménagements réalisés doivent garantir l'écoulement des eaux pluviales et seront prioritairement réalisés par infiltration ou par exutoire naturel lorsque les conditions techniques le permettent. Dans le cas contraire, ils seront raccordés au réseau collecteur s'il existe.

Par ailleurs, l'OAP sectorielle de la zone 1AU précise que le traitement des eaux pluviales à la parcelle sera imposé, excepté dans le cas d'impossibilité technique.

L'Ae recommande de compléter l'élaboration d'un plan de zonage d'assainissement des eaux usées précédemment recommandé par un volet sur la gestion des eaux pluviales complété par un règlement de gestion des eaux pluviales.

3.5. Le climat, l'air et l'énergie

Les orientations du PADD sont les suivantes :

- développer les liaisons piétonnières et optimiser les déplacements doux vers les équipements collectifs. L'OAP sectorielle intègre la mise en place de cheminements doux pour permettre des circulations piétonnes au sein de la zone. Un chemin piétonnier sera créé entre le lotissement actuel et le futur lotissement ;
- encourager le développement des transports en commun, ainsi que le covoiturage le long de la RN52. Le rapport de présentation mentionne l'existence d'une aire de covoiturage de 15 places sur Bréhain-la-Cour et se contente de constater une absence de desserte par les transports en commun ;
- encourager la production d'énergies renouvelables. Or, le rapport de présentation du PLU ne présente pas les potentialités de développement des énergies renouvelables sur le territoire communal. Il se contente de mentionner un objectif « *conforter l'implantation des éoliennes programmées autour de Bréhain-la-Cour de part et d'autre de la RN 52* », sans plus de précision. L'Ae informe qu'elle a formulé un avis en date du 4 février 2022 sur le parc éolien Audinois Nord à Bréhain-la-Ville (7 éoliennes)³⁷.

L'Ae souligne que l'OAP de la zone 1AU favorise les équipements performants du point de vue des économies d'énergie et privilégie l'aménagement bioclimatique du site. Ces équipements et aménagements auraient mérité d'être davantage explicités dans le rapport de présentation.

L'Ae recommande à la collectivité de compléter le rapport de présentation et le règlement par la déclinaison des orientations du PADD relatives au développement des transports en commun, du covoiturage et de la production d'énergie renouvelable sur le territoire communal.

3.6. Autres enjeux

La quasi-totalité du territoire communal est concernée par un aléa moyen retrait et gonflement des argiles. Le rapport indique que « *la majorité du bâti du village (mais pas Bréhain-la-Cour) se trouve en zone a priori non argileuse, où le risque est par conséquent nul* ». Ce risque est brièvement mentionné dans le règlement sans qu'aucune disposition particulière ne soit édictée. Il convient de se référer au guide de l'État³⁸ portant sur les recommandations pour les constructions.

L'Ae rappelle que, conformément à l'arrêté du 22 juillet 2020³⁹, les secteurs concernés

37 <https://www.mrae.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/2022apge15.pdf>

38 https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/dppr_secheresse_v5tbd.pdf

39 Arrêté ministériel du 22/07/2020 définissant les zones exposées au phénomène de mouvement de terrain différentiel consécutif à la sécheresse et à la réhydratation des sols argileux

par les aléas fort et moyen de retrait-gonflement des sols argileux doivent être reportés sur le plan graphique du PLU.

La commune de Bréhain-la-Ville est concernée par la présence de 2 cavités souterraines au sud de Bréhain-la-Cour et une autre en limite communale sud-est. Ces cavités sont localisées dans le rapport de présentation et reportées au plan de zonage.

3.7. Les modalités et indicateurs de suivi du PLU

L'évaluation environnementale présente 11 indicateurs de suivi pour évaluer les résultats de l'application du PLU. Ces indicateurs ne sont pas assortis d'un état initial de référence et il manque la source de données, la périodicité de suivi et la valeur cible. L'Ae relève également l'absence des modalités de correction en cas de non-atteinte des objectifs après un bilan à court terme.

L'Ae recommande de compléter le tableau de suivi des indicateurs par l'état initial de référence, la périodicité de suivi, les valeurs cibles à atteindre ainsi que les modalités de suivi de la mise en œuvre du PLU (mesures correctrices).

3.8. Le résumé non technique

L'évaluation environnementale comprend un résumé non technique qui rappelle les objectifs du PLU, l'état initial de l'environnement, les incidences mais omet de présenter les mesures d'évitement et de réduction mises en place.

METZ, le 5 décembre 2023

Le Président de la Mission Régionale
d'Autorité environnementale,
par délégation,

Jean-Philippe MORETAU